IN DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing, Trois mois, 13 Ir. 30.
Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — Un an, 50 france, les frais de poste en sug.
La France et l'Etranger, les frais de poste en sug.
nrix des abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception calais, Somme, Aisne : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17. — A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42 ABONNEMENTS ET ANNONCES : Rue Neuve, 17, a Roubaix, — A Lulle, rue du Curé Saim.

Directeur : ALFRED REBOUX

AGENCE SPÉCIALE A PARIS, Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

Etienne, 9 bis. - A Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C, place de la Bo et rue Notre-Dame-des-Victoires, 23, — à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX le 5 JUIN 1889

L'ŒUVRE PROCHAINE

La Chambre issue des élections de 1885 se voit arrivée au terme de sa durée, à la veille d'aller devant son juge suprême rendre compte de ses actes; et voici qu'elle constate avec effroi son impuissance de présenter quelque chose qui soit sa justification devant la France et devant

soit sa justification devant la France et de l'histoire.

Le jugement de l'histoire ne lui causerait assurément pas beaucoup de souci. C'est très loin, l'histoire! Mais le jugement du pays, c'est-à-dire le scrutin de demain, cela touche autrement nos honorables députés. Et soudain, revenant des vacances de Pàques, les dernières de cette législature, ils se sont demandé ce qu'ils allaient bien faire pour réparer le temps perdu, pour combler en quelques jours le vide dequatre années. Alors on a décidé d'accorder une séance par semaine aux questions ouvrières, auxquelles on accorde trop spécialement le nom de questions sociales.

tions sociales.

L'opération a été inaugurée avec la loi rela-tive aux délégués mineurs votée par la Chambre il y a quelque temps, récemment revenue du Sénat avec d'importantes modifications. Le rap-porteur et le gouvernement ont adjuré la Champorteur et le gouvernement ont adjuré la Cham-bre d'accepter, sans le moindre changement, ce texte modifié, sans quoi il n'y aurait pas de loi dans cette législature; mais la Chambre ne l'a point ainsi entendu. Le projet du Sénat s'est écrié M. Basly, n'est qu' « illusion et mensonge » le projet du Sénat, a continué M. Camélinat, « n'est qu'un mensonge et une duperie, » et la Chambre entrainée a tout démoli d'un coup.

Il y a done gros à parier que la législature résente passera sans avoir rien fait d'imporresente passera suis avoir l'en lau d'important dans l'ordre économique, rien sinon l'accroissement énorme des charges publiques et la nécessité d'un emprunt considérable de liquidation, léguée à la Chambre future comme don

dation, leguee a la Chambre luture comme don de joyeux avènement.

Les bonnes intentions ne manquaient pas, il nous plait de le reconnaître. Nous en préterions même aux élus de 1885 beaucoup plus qu'ils n'en avaient. La politique atroce, dévorante, les a fait disparaître au fond de son creuset où rien ne s'épure, où les plus nobles choses se dissolvant. Poursenei?

rien ne s'épure, où les plus nobles choses se dis-solvent. Pourquoi?

Ah! pourquoi? Demandez-le encore à cette centralisation que nous avons tant de fois accu-sée, et e est elle qui vous répondra.

La centralisation — et qu'on le remarque bien, il n'y a pas dans l'histoire une scule excep-tion à cette règle — la centralisation, c'est l'ab-sorption par l'Etat non sculement de toutes les sorption par l'ata non seutement de toutes les puissances du gouvernement, mais encore de toutes les forces de la société, c'est la concentra-tion non seulement de tous les pouvoirs politi-ques, mais aussi de toutes les facultés économi-ques. En un mot, avec la centralisation, nulle distinction possible entre la Société et l'État, et lus régulares et au le Nic Vil dignit : El Ret. plus réellement que Louis XIV disait : « l'Etat, e'est moi ! » l'Etat centralisé dit : « la Société,

c'est moi l »

Or, là est le mal; et à ce mal, il n'y a pas deux remèdes, il n'y en a qu'un, la séparation de ce qui doit être séparé, la distinction absolue des pouvoirs politiques et des facultés économiques, condition première, base essentielle d'une décentralisation véritable.

radisation véritable.

Aussi longtemps que la politique restera mélée plus ou moins aux questions économiques, le problème social restera sans solution pratique.

Au fond de nos souvenirs, nous retrouvons des observations présentées, il y a quelques années, à nous ne savons plus trop quel congrès de délégations ouvrières et très applaudies alors. On disait en substance: Par qui sont faites les lois qui réglent l'Économie nationale? Elles sont l'œuvre de politique, et jamais les besoins sociaux du peuple. Que les lois politiques soient faites par des hommes politiques, fort bien. Mais de même pourquoi les lois concernant la Finance, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, la Main-d'œuvre, ne seraient-elles pas faites, ou du moins préparées, par des financiers, faites, ou du moins préparées, par des financiers, des agriculteurs, des industriels, des commerçants, des travailleurs? Pourquoi, en vue de la

préparation, sinon du vote des lois économiques, ce scinq Facultés ne seraient-elles pas constituées chacune en corps syndical au moyen de conseils librement élus, écoutant les doléances de ces groupes vivant d'intérêt et recueillant leurs

groupes vivant d'intérêt et recueillant leurs désirs?

Si l'on veut bien y réfléchir, on reconnaîtra sans peine tout ce qu'il peut y avoir de fécond dans cette idée.

Les développements s'en présentent d'euxmèmes à l'esprit. Constatons seulement aujourd'hui ce triple point de vue:

1º Le problème économique ou mieux social, est précisément ce qui rend si particulièrement aigu le problème de la forme politique;

2º Les Chambres, élues sous une préoccupation exclusivement politique, sont impuissantes à résoudre le problème social, parce qu'elles rédoutent à la fois la décentralisation qui rendrait toute leur force aux divers organismes économiques et le socialisme d'Etat où elles achèveraient de s'engloutir;

3º Le pays est las de cette centralisation qui, sous la pression d'un danger ou d'un besoin, consent bien quelquefois à subir le contrôle des intérêts économiques, mais qui, le danger passé on la besoin missiti procession d'un passion de la price passé en la besoin entirit passe de la passion de la price de la passé en la besoin entirit passe de la passion de la passe de la besoin entiré it passe qui le la passion de la passion d

intérêts économiques, mais qui, le danger passé ou le besoin satisfait, use ensuite, jusqu'au bout, de tous les subterfuges possibles pour se dérober

à toute réforme;

4º La nécessité, par conséquent, d'aller jus-qu'à l'extrême conséquence de la centralisation qui est le socialisme d'Etat, ou d'aborder franhement les questions sociales par la décentrali-

C'est l'œuvre nécessaire. Les ouvriers sont C'est l'œuvre nécessaire. Les ouvriers sont partout prêts às'y mettre, comme en témoignent les réunions provinciales tenues depuis quelques mois sur tous les points de la France. Ce serait le salut de la République, si les hommes qui la dirigent savaient comprendre; ce sera la raison d'être et le point de départ du prochain régime qui, malgré tous les obstacles, de gauche ou de droite, sortira des entrailles mêmes du pays.

LA HAUTE-COUR DE JUSTICE AU PALAIS BOURBON

gner là-dessus,

"M. Laguerre et, après lui, M. de Cassagnac, out
donc pu incriminer les lenteurs de la Haute-Cour avec
d'autant plus de raison que ces retards exposent l'instruction à n'aboutir qu'après le départ des Chambres;
ce qui priverait les accusés d'une garantie légale et
laisserait un pouvoir discrétionnaire à la Commission
des noul.

des neuf.

» Certes personne ne suppose que M. Tirard ait combiné ces lenteurs avec l'intention d'en abuser. Mais M. Andrieux a distingué, aux applaudissements d'une partie de la Chambre, entre M. Tirard et M. Constans, et il a dit que le président du Conseil pouvait bien n'être pas le confident de tous les projets concertés par le ministre de l'intérieur.

» Il tombe sons le sens, en effet, qu'une fois la session close, il suffira pour se débarrasser d'un adversaire politique de le compendre dans les poursuites, et comme c'est par milliers que l'on compte les gens qui, de près ou de loin, ont trempé dans l'aventure boulangiste, depuis M. de Mackan et M. de Breteuil, jusqu'à M. Laguerre et à M. Laisant, on

rait deux cents députés sous le coup d'une véri

M. CARNOT DANS LE PAS-DE-CALAIS

La journée de Mardi A BOULOGNE-SUR-MER

Le président de la République touche au terme de son voyage et la visite à Boulogne-sur-Mer en est la dernière étape. L'heure n'est pas venue d'apprécier dans son ensemble les résultats de cette excursion. Nous nous contentons de publier les renseignements qui nous sont télégraphiés par nos correspondants.

L'ASPECT DE LA VILLE

Le temps est aussi beau que les jours précédents et l'on sait que la ville de Boulogne-sur-Mer est jolie par le beau temps ; mais l'animation est bien moindre qu'ailleurs.

Quoique la fête ait commencé à huit heures et demie du matin, peu de toilettes dans les rues ; les Boulonnais se contentent de regarder défier les soldats ; du reste la rivalité de Boulogne et de Calais laisse planer certaines hésitations ; on reproche au gouvernement d'avoir trop favorisé Calais, alors que, — nous notons les affirmations, — avec des frais moindres, on aurait obtenu à Boulogne de meilleurs résultats.

Les principales rues sont plantées de mâts reliés entre eux par des guirlandes de verdure ou terminés par des oriflammes. En dehors du casino on voit peu de préparatifs pour les illuminations.

Quelques ares de triomnhe dont ulusieurs sans

tions.

Quelques ares de triomphe dont plusieurs sans importance ont été dressés. Notons cependant ceux des armateurs à la péche et de la place de Godefroy-de-Bouillon. Cette place est encadrée dans une série de colonnades reliées entre elles par des cordons de branchages; l'aspect est joli.

Comme inscriptions, nous avons remer nué les

joli.
Comme inscriptions, nous avons remar jué les suivantes : « A Carnot, paix et travaîl. » sur l'are de triomphe des armateurs : « Vive la République. — Au président Carnot, Amour, patrie, homeur. — Progrès, civilisation.» Tout cela est sans grand caractère et rappelle sensiblement les inscriptions qui ornent les salles d'armes régimentaires.

L'ARRIVÉE DE M. CARNOT

M. Carnot, qui avait passé la nuit chez M. Hu-guet, sénateur opportuniste du Pas-de-Calais, est aurti du domicile de ce dernier et est arrivé en colture sur le quai Chanzy, où il a été reçu par les

autorités.
L'escorte est composée de gendarmes à cheval et d'un détachement du 19e chasseurs à cheval venu l'Hesdin, sous le commandement de M. le capi-laine Le Villain. Quant à la suite du président, elle ne se composait pas moins de 28 voitures où sont entassés les fonctionnaires, les invités et les journalistes. Les douaniers et le 73e de ligne font la haie.

la haie.

La foule commence à augmenter, mais elle est encore assez froide et ne s'emballe pas. M. Carnot arrive à l'arc de triomphe des pécheurs dressé à l'entrée de la rue Faidherbe, où il a été reçu par une députation des matelotes du Portel, vétues de jupes rouges, d'un capot de mousseline blanche d'un châle rouge avec dessins blancs, d'un tablie d un chaie rouge avec dessins blanes, d'un tablier de soie violette ou noire, et d'une parure dans la coiffure. Tout le monde connait, du reste, le charmant costume des pêcheuses boulonnaises et ce charmant spectacle à le don de provoquer les applaudissements de la foule. Une matelote adresse au président un petit discours et lui présente un bouquet. Le président embrasse la matelote et nous continuons notre route par la rue Thiers, la Grande-Rue, la porte des Dunes, la place du Palais-de-Justice et la place Godefroy-de-Bouillon, pour arriver à la mairie. Sur le parcours sont ran-gées les musiques de Desvres et des Enfants de Boulogne, les sociétés de gymnastique, etc.

LES RÉCEPTIONS A LA MAIRIE et les décorations

et les décorations

A la mairie, les réceptions commencent; le président reçoit les délégations et les corps constitués. C'est une formalité d'une banalité désespérante et nous devrions chaque jour répéter ce que nous avons dit la veille. Le grand doyen a pris la parôle en disant qu'il priait Dieu pour la gloire de la France, sa prépondérance à l'extérieur et son union au dédans. M. Carnot a remercié par la rengaine habituelle dont nous sommes saturés et sursaturés au moins autant que de la Marseitlaire.

Laise.

La distribution des décorations vient ensuite.

MM. Baudelocque, maire de Boulogne, Petit, président du conseil d'arrondissement, le capitain Rolle, du 15e d'artillerie, Peuvion, portier consigné, Moisson, ancien garde du génie, sont faits chevaliers de la Légion d'honneur.

M. Carnot donne la médaille militaire à MW antbeck, gendarme à la résidence d'Hazebrouck, les palmes académiques à MM. Landrin, juge de paix de Guines, des médailles d'or à MM. Gournai et Brevalle, une médaille d'argent à Mile Pruvost, institutrice à l'école maternelle de Desvres, pour avoir arrêté des chevaux emportés.

institutrice à l'école maternelle de Desvres, pour avoir arrêté des chevaux emportés.

Des médailles sont distribuées aux vieux serviteurs dont voici les noms : MM. Depret, Flour, Gaulier, Renaud, Trebout, Vidogue, et à Mmes Digonnet, Demilly et Delhaye.

A la sortie de la mairie, le publie plus nombreux pousse des vivats. A la réception, le maire de Boulogne n'a pas prononcé de discours, se réservant pour la mairie.

LES VISITES EN VILLE

LES VISITES EN VILLE

En sortant de la mairie, le cortège officiel parcourt les rues de la Porte-Neuve, de la Tour-Notre-Dame, Dutertre, de Baltène, place Navarin, rue Saint-Louis, pour se rendre à l'hôpital, que le président a parcouru rapidement en laissant une somme de cent francs pour les orphelius.

La promenade recommence et M. Carnot va visiter la fabrique de plumes métalliques Blanzy-Pourre. A l'entrée, nous passons sous une fausse porte toute entière faite avec des treillis ayant servi à découper les plumes. Nous parcourons les différents atchiers et quand le président est revenu dans la cour, deux jeunes filles lui offrent des bouquets, pendant que les ouvriers se tiennent groupés. M. Carnot embrasse les jeunes filles et décore les vieux serviteurs Barbet, Troussel et Maillard.

En route de nouveau pour l'usine de la Compagnie des ciments de Boulogne; la chaleur est étouffante, la poussière épaisse; mais on se hâte, etc est en courant que l'on traverse l'usine après avoir passé sous un arc de triomphe. M. Carnot décore encore des vieux serviteurs, MM. Delhaye, Delpoye et Lelièvre.

Mais ce n'est pas fini, la course reprend vers la

et Lelièvre.

Mais ce n'est pas fini, la course reprend vers la fabrique de salaison de M. Altaisin. Nous passons sous deux charmants arcs de triomphe arrangés avec doe felets; les ruce elles-mêmes sont ornées de mâts entre lesquels sont tendus des filets.

Dans l'atelier du parquage, la société chorale de Boulogne chante un cheur, la Prière avant la bataitle. Pais l'on se rend à l'enfumoir, où M. Carnot décore un vieil ouvrier, M. Daverton, qui est dans la maison depuis 26 ans.

LA VISITE DE L'ESCADRE

Malgré la précipitation de la course, il est midi quand nous nous embarquons pour la visite à l'es-cadre, alors que l'embarquement avait été fixé à

Les canons de la flotte tonnent quand M. Carnot se

Les canons de la flotte tonnent quand M. Carnot se met en route.

Arrivé près de l'escadre, M. Carnot monte à bord du Marengo et passe les marins en revue.

Le canon tonne. La musique militaire éclate à bord, et les gabiers, juchés dans les vegues, poussent les acclamations réglementaires, conformément aux traditions de la marine française. Ce speciacle est grandiose. Après une distribution de récompenses, M. Carnot retourne vers terre.

En ville l'animation continue, mais moins grande que s'il s'agissait d'une fète quelconque.

LE RANOUET

LE BANQUET Boulogne, 4 juin. — La promenade en mer s'est prolongée beaucoup plus que le comportait le programme ; il en est résulté que le banquet, offert par la municipalité et la Chambre de commerce, a subi un retard et n'a pu commencer qu'à deux heures. Il y avait 400 convives.

M. Carnot présidait; il avait à sa droite M. Bandelocque et l'amiral Krantz; à sa gauche, M. Huret-

Lagache, président de la Chambre de commerce, et Yves Guyot. "M. le maire a pris, le premier, la parole, et, naturellement, a réclamé en faveur des intérêts de la ville et du port.
Le président de la Chambre de commerce a

Le président de la Chambre de commerce a parlé dans le même sens. M. Carnot n'a répondu que quelques mots de remerciements, et a passé en revue, en les courand d'eloges, les diverses villes qu'il avait traver ées.

LE RETOUR DEM. CARNOT A PARIS M. Carnot estreparti pour Paris par le train de heures, après avoir décerné un grand nombre de écorations

Après un lunch à la gare d'Amiens et un dis-ours du maire, M. Carnot est rentré à Paris à 8

LA SOIRÉE A BOULOGNE

La soirée, à Boulogne, a été brillante et animée. Illuminations, concerts, bal, rien n'a manqué. La soirée a été clôturée par un magnifique feu d'artifice au Casino, dont la pièce principale représentait un coin de la bataille de Wattignies.

SÉNAT

Séance du mardi 4 juin 1889 Présidence de M. Le Royer, président Validation de l'élection de l'Aisne La séance est ouverte à 3 heures. L'élection de M. Leroux, sénateur de l'Aisne, est

L'inspection sanitaire des viandes L'ordre du jour appelle la discussion du projet elatif à l'inspection sanitaire des viandes à la fron-

M. Georges Martin. — Ce projet lèse les intérêts du consommateur parisien; celui-ci aura à payer la viande de mouton plus cher, et elle sera de moins bonne qualité, car la visite des viandes à la frontière géographique les font passer par des variations de température qui en alterent la qualité.

Le Sénat ferait une chose utile en rejetant ce proiet.

projet.

M. Darbot, rapporteur. — Actuellement, la vian-de sur pied paie quatre fois plus de droits que la viande abattue, et cela, au défriment des producteurs

vanue abattue, et cela, au détriment des producteurs français.
Le producteur français est beaucoup plus surveillé que le producteur étranger, et il ne pourrait pas, control des viantes qui ne seraient pas suisies. (Trèsbien) et très-bien y de la projet, qui est adopté par 228 voix contre 20.

La séance est levée à cinq heures et renvoyée à jeudi.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS Séance du mardi 4 juin

Présidence de M. MÉLINE, président. La séance est ouverte à deux heures. Beaucoup de députés sont présents.

QUESTION DE M. FÉLIX FAURE

sar les affaires d'flaiti

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la uite de la discussion du budget de 1890. La parole st à M. Félix Faure pour une question à M. le mistre des affaires étrangères au sujet des affaires mstre des did d'Hatti.

M. F. Faure, — Notre commerce se plaint entraves apportées à notre exportation par le ble

mtraves apportees à nordement pu réussir à concilier l'Hafti, Notre représentant n'ayant pu réussir à concilier les deux prétendants paraît être trop ouvertement prononcé pour l'un d'eux, et n'avoir pas gardé la neutralité que lui commandait le ministre des affaires

rangères. On a même parlé d'un traité dont il aurait été instigateur. Je ne doute pas que ce traité ne soit pocryphe. Je demande toutefois au ministre de le

iementir.

M. Spuller répond que nous n'avions à prendre
parti ni pour Légitime, ni pour Hippolyte.

Mais,après la reconnaissance du premier par d'aures pays d'Europe, nous n'avons pu que le reconsuttre aussi.

natire aussi.

Quant au blocus, il n'a été violé qu'une fois, et par
un bâtiment américain.

Notre représentant a pour seules instructions de
protéger nos nationaux, sans prendre parti pour
aucun des partis qui divisent le pays.

La conversion égyptienne

M. Faure passe ensuite à la question de la con-cession de la dette égyptienne.

Sans examiner si ecte opération est justifiable en dle-mène, il invoque la convention internationale qui a réglé la situation de l'Egypte. Il soutient que adhésion des puissances signataires de la conven-

l'adhésion des puissances signatures tion est necessaire.

La conversion de la dette indiquerait que le règlement des affaires égyptiennes et termine; et alors l'occupation anglaise doit prendre fin.

M. Spuller déclare qu'il est embarrassé. Il avoue que la conversion de la dette est annoncée.

Il estime que rien de définitif ne peut être fait san assentiment des puissances contractantes, Il pense qu'il y a un rapport entre la conversion de la dette et la fin de l'occupation anglaise, Il est d'avis qu'on devra examiner les deux questions en même terre Les consulats

les consulats au ministère du conmerce.

MM. le marquis de la Ferronnays et Spuller
sont d'un avis contraire à celui de M. Bourgoois. Le
ministre dit à ce propos, que l'Exposition est un
gage de paix et un témoignage de force de la France
moderne.

moderne.

Voix à droite.—Cette France moderne n'est pas l'euvre des républicains. (Très bien ! à droite.)

M. Spuller.—Notre politique est sans jactance sans fablesse; elle sait ce qu'elle veut et elle sait ce qu'elle vaut, eile doit-être pratiquée avec sans-froid et avec patience et on 'peut dire aujourd'hui de la France: Patiens quia fortis. (Applaudissements à gauche.) qu'elle vaut, eile doit être pratiquet avec patience et on peut dire a France: Patiens quia fortis. (Al gauche.)

La discussion générale est close.

Les chapitres

On aborde la discussion du chapitre ler (traitement le ministre et personnel de l'administration cen-

de ministre et personnel de laum.

M. Thellier de Poncheville propose, sur le chapitre ler, une réduction de 60,000 fr.

M. Hanctaux, rapporteur de la Commission, rerousse l'amendement. ousse l'amendement."
Le chiffre de la Commission est adopté.
Le chapitre 2, matériel, est adopté.
L'ambassade du Vatican

Chapitre 3 (traitement des agents diplomatiques et

M. Anatole de la Forge. — Je demande la sup-ression de l'ambassade du Vatican. (Très bient à

pression de l'ambassade du vaucan. (Fres gauche.)
L'autre jour, Mgr Freppel demandait avec malice si le parti républicain renonçait à la séparation de l'Eglise et de l'Etat. M. Clémenceau lui a répondu :
Je demande à la Chambre de consacrer cette réponse par an vote, en supprimant une dépense inutile et en rompant avec une tradition monarchique, (Applandissements à ganche).
Mgr Freppel dépose un amendement tendant à augmenter le chapitre de cent francs, (Très-bien 1 à droite.)

augmenter le chapitre de cent francs, (Très-bien 1 augmenter le chapitre de cent francs, (Très-bien 1 augmentement à la fois,
Mgr Freppel. — Je demande la priorité pour mon amendement (Fruit à gauche)
M. le Président. — L'amendement de M. de la Forge est déjà en discussion.
M. le Ministre des affaires étrangères. — Le gouvernement s'oppose à la prise en considération de cet amendement.
Ce dialogue entre le président, très emballé et Mgr Freppel, se poursuit au milieu des vociférations de la gauche, chez qui le parti-pris de ne pas laisser parler Mgr Freppel est par trop évident.
La prise en considération de l'amendement de M. Anatole de la Forge est mis aux voix.
Pendant le vote, grande animation dans la salle des séances.

De la prise properte lui-même aux secrétaires les

des séances. apporte lui-même aux secrétaires les bulletins bleus du gouvernement.
Toute l'extrême gauche vote pour. L'amendement de M. de la Forge est repoussé par 211 voix contre 222.

Mgr Freppel. — Je n'ai pas, pu comprendre tout à l'heure, après les incidents de ces jours derniers, que M. de la Forge ait pu demander la suppression de l'ambassade du Vatican.

de l'ambasade du Vatican.

Si c'était pour être agréable aux gallophobes, aux amis de la Prusse, à nos pires ennemis, le but était atteint. (Très bient irès bient à droite.)

Mais ce n'était évidemment pas le motif de cet amendement; aussi, l'écarte cette hypothèse, mais alors, que peuvent bien signifier ces vaines manifestations annuelles que vous venez faire à cette tribune? (Bruit à l'extrême gauche. — Très bien l'à droite.)

droite.)

Tant qu'il y aura en France, non seulement un Concordat, mais encore trente millions de catholiques, il ne se trouvera pas un seul homane d'Etat qui demandera cette suppression, car cela révelerait un état d'esprit voisin de la déngence. (Très bien à droite.)

droite.)

Ainsi que l'écrivait, ces jours derniers, un israélito
très spirituel: nous ne voulons pas aller à Canossa,
mais non plus à Charenton. (Très bien! très bien!—

Hires.)
Hires.)
Il ne s'agit donc que d'une bravade contre le catholi-cisme ; mais c'est un jeu dangereux pour nos relations cisme : mais cust un jurissime extérieures. Quello impression peut produire une pareille pro-position et le vote de 232 députés sur les catholiques

position et le vote de 232 deputes sur 165 caunonques d'Autriche par exemple ? C'est s'exposer étourdiment à s'alièner des sympa-thies précieuses. (Très bien l'à droite). M. Camélinat s'agite et hurle. Mgr Freppel. — Une preuve de ce que je dis, c'est la conduite du parti radical quand il est aux

ffaires.

Voix à gauche. — Il n'y est pas.

Mgr Freppel. — Oh! je ne parle pas de M. Clénenceau. (On rit.) neuceau. (On rit.)
Vous avez eu pendant neuf mois un ministère
dical. (Protestations à gauche.)
Mgr Freppel. — Ohl je croyais! (Rires.)
Mais des membres de ce ministère, M. Floquet et

Mais des membres de ce ministère, M. Floquet et M, Peytral, par exemple, avaient voté cette suppres-sion en 1884; ils ne l'ont pas proposée en 1888 et ils l'ont même combattue. (Tumulte croissant à l'Extrène-Gauche.) On crie: Assez! et à droite: Parlez! parlez! (Va-

BOURSE DE PARIS

	du mercre	edi 5 juii	1	
(par	voic télégraphiq	ue et par	fil spéc	ial)
rs	VALEURS	Cours	Cours	Co

précéd.	VALEURS	d'ouv.	de 2 h.	
104 90 97 .2 16 37 462 18 76 5/32 88 1/4 68 1/8 98 13/16	Fonds d'Etat 3 0.0. 4 1/2 0.0 1883. Italien 5 0.90. Ture 4 0.00. Exterioure 4 0.00. Hongrois 4 0.00. Portugais 3 0.0. Consolidés anglais. Russe 1889. Russe 1889. Sociétés de crédit	98 3/8 91 3/4	456 87 75 15/16 87 7/8 68 1/8 98 3/8	87 7/8 68 . / . 98 3/8 91 5/8
4115 . 532 760 . 1837 . 441 682 . 545 62	Banque de France Banque d'Escempte. B. Paris et d. P. Ys-Bas Crédit Foncier. Crédit Mobilier Credit Lyonnais. Banque Ottomane.	1337 . 440 . 685 517 (2	4150 531 700 1341 683 544 62	4115 532 763 1342 442 682 514 37
1815 1352 1355 520 261 380 305	Chemins de fer Nord	385	1815 1350 520 265 385	1815 1350 520 265 385 305
1325 . 20 . 57 2357 .	Valeurs diverses Gaz Parisien. Métaux. Panama Suez.	2010	1325 . 55 2355	1328
909	Mines	900 =0	000	001

COURS DE CLOTURE AU COMPTANT

du 5 juin 1889

Cours précédent	VALEURS	Cours du jour
86 42 1/2	3 0/0	86 50 ./
88 50 ./.	3 0/0 amortissable	88 35 ./
104 70 ./.	4 1/2 0/0 1883	104 70 ./

du mercredi 5 juin PAR FIL TÉLÉPHONIQUE SPÉCIAL

VALEURS	COMPT.	Cours Précéd.	
Lille 1860, remboursable a too fr		1 107 50	
Lille 1863, remboursable à 100 fr		121	
Lille 1868, remboursable à 500 fr		512 .	
Lille 1877, remboursable à 500 fr	10.0	512	
Lille 1884, obligations de 400 fr., 200 payés		401 50	
Lille 1887		380	
rmentières 1886		475 50	
rmentieres 1879		1012 .	
Roubaix-Tourc., remb. a 50 fr. en 55 ans		46 50	
Fourcoing 1878		493 7	
amiens, remboursable à 100 fr		106 25	
Département du Nord		105 75	
Caisse de Lille (Verley Decroix et C.		570	
act nous		1080	
C. de Roub. (Decroix, Vernier, Verley C.		500	
Caisse d'Esc. E. Thomassin et C., act. anc.			
- act. n.), 250 fr. p		130 285	
Catase Platel et Co			
ledes Industries texti es (L. Allart et Cie		400	
redit du Nord, act. 500 fr., 125 fr. payes		550	
Compt. comm. Devilder et C. act. 1,000 fr	****	425	
az Wazemmes, ex-c. n- 37, act. 500 fr. p.		1050	
Le Nord, assur., act. de 1,000 fr., 250 fr. p.		517 50	
Un. Gen. du Nord, act. de 500 fr., 125 fr. p		2000	
Union Lin. du Nord, act. de 500 (r., tout p		435	
Banque reg. du Nord, à Roub., act. 500 fr.		210 .	
Deherripon et Co, à Tourc., act. 500 fr., t.p		500	
Compt. d'Esc. du Nord, à Ronb., 250 fr., p.		500	
Ccc.St-SauvArras(a.us.Grassin),500,t.p.		540	
Sramways du Départ. du Nord (ex-c., 7.		150	
Taisse comm.de Bethune A. Turbiez et Col	*** ***	35	
Landin Zoolog do Lille 1004- 000		500	
Jardin Zoolog, de Lille, act. 500 fr., 250 f.p. Soc.an. Lille et Bonnieres, act. 1,000 fr., t.p.		420 .	
Rische Saint-Vaset		2065	
Biache-Saint-Vaast			
Denain et Anzin		205	
Chligations Nord		400	
ives-Lille, remboursables a 450 fr		467	
Union Liniere du Nord (oblig. hypot. 300.		252, 20	

BOURSE DE LILLE

Chligations Nord	400
tives-Lille, rembourgables a 450	fr 400
Union Liniere du Nord joblig, hy	
Taz Waremmes (1 à 2,000) remb.	
CHARBONN	AGES
ACTIONS	Cours complets
Aniche (Nord) le 12e	1 0050
Anzin 100e de denier.	
Blanzy (Saone-et-L), p. (30 000 act	1 2000
Bruay (Pas-de-Calais)	1312 90
Bully-Grenay le 6e	12000
Carvin	1430
Courcelles-lez-Lens	1040
Courcenes-lez-Lens	150
Courrières	
Campagnac	
Douchy Douaisiebne (act libérée 500 fr.)	3100
Douaisienne (act liberée 500 fr.)	225
Dourges Escarpelle (Nord)	6225
Escarpelle (Nord)	
Epinac Ferfay (Societé anonyme)	100
Ferfay (Societé anonyme)	500
Lexs	25150
Lers Lières (actions 500 fr. libérées)	47 75
Lievin. Lys supérieure	6020
I we empénioure	
Monnahin	
Monles 24 0.0 pant ding/plans	2900
Meurchin Marles 30 010 part d'ingénieur Réty, Ferques, Hardinghem	10700
Rety, rerques, nardinghem	100
Thivencelles, Fresnes-Midi	
Thivencelles, Fresnes-Midi	. 60
Vicoigne et Nœux	19000

DERNIÈRE HEURE

(De nos correspondants particuliers

et par FIL SPÉCIAL)

La Commission d'instruction Paris, 5 juin. — Il est absolument inexact que le dossier du procès Boulanger ait été remis par M. Merlin au procureur général.

M. Merlin au procureur général.
Comme nous l'avons dit, la Commission d'instruction nes'est pas encore réunie au complet pour décider s'il y avait lieu de clore l'instruction. Aucune résolution ne sera prise avant la fin de la semaine ou au commencement de l'autre. Ce qui est plus particulièrement curieux c'est ue le bruit du dépôt du dossier du procès vient

u ministère de l'intérieur.

Personne n'ignore que c'est précisément M.
onstans qui intrigue le plus auprès des commistires instructeurs, pour les décider à faire durer
instruction jusqu'aux élections.

Mort de M. Richaud

Colombo, 5 juin. — M. Richaud, ex-gouverneur général de l'Indo-Chine, est mort d'une attaque de choléra le 31 mai pendant la traversée de Singa-pore à Colombo. pore à Colombo. Les dernières nouvelles de M. Richaud reçue avant le départ de Saïgon n'indiquent nullemen

L'ouragan de Hong-Kong Paris, 5 juin. — Une dépêche de New-York dé-clare inexacte la nouvelle de San-Francisco, rela-tive à l'ouragan de Hong-Kong.

Le congrès international géographique de Paris Vienne, 5 juin. — Les journaux de Vienne cri-tiquent la décision prise par la société géographi-que de Berlin à décliner toute participation au con-grès international géographique de Paris.

Inondations en Espagne

Madrid, 5 juin. — La crue des rivières Jiloca et Jalon (province de Saragosse) a causé d'énormes dégâts ; la ville de Calatayad a failli être détruite. Les chemins de fer Serbes Saint-Pétersbourg, 5 juin. — Le Nouveau-Temps approuve l'attitude du gouvernement français concernant l'affaire des chemins de fer Serbes et y voit la preuvepalpable que la France n'entend point prendre partie pour les adversaires de l'indépendance Serbe.

Essai d'un traitement contre le choléra au Tonkin

Paris, 5 juin. — Un journal annonce, d'après des renseignements parvenus de Berlin, qu'un docteur allemand, M. Lowenthal, a été nommé, par le gouvernement français, médecin de la flotte et envoyé au Tonkin pour expérimenter un traitement contre le choléra. Le voyage de Strasbourg. — Un auteur res-ponsable. — Déplacement probable du gé-néral Heuduck.

Berlin, 5 juin. - Le général Heuduck, commandant le 15º corps, qui a [son quartier-genéral à Strasbourg, a rempli auprès du roi d'Italie les fonctions d'aide de camp.

On prétend maintenant que c'est lui qui s'est efforcé de déterminer le voyage des deux sonverains en Alsace, et voici ce que l'on raconte à ce suiet :

rains en Alsace, et voici ce que l'on raconte à ce sujet:

Le parti militaire espérait forcer la main de l'empereur, et, d'un autre côté, la situation particulière du général Heuduck auprès du roi Humbert autorisait à croire que le souverain italien céderait à ses instances. Le général télégraphia donc aux autorités militaires de Strasbourg l'arrivée prochaine des deux souverains.

Le prince de Hohenlohe et les autorités civiles, ne recevant aucun avis officiel, manifestèrent leur étonnement. On leur répondit que l'empereur et le roi Humbert descendraient chez le général en chef et non pas au palais du gouvernement.

roi Humbert descendraient chez le général en chef et non pas au palais du gouvernement. Cette dernière allégation éveilla la méfiance du statthalter, qui telegraphia à Berlin. C'est de cette façon que l'intrigue fut découverte. Il est probable que le général Heuduck paiera de sa situation cette tentative, dont la révélation a troublé le dernier jour de la visit e du roi d'Italie et a causé une émotion profonde dans l'Europe en-tière.

Son remplacant serait le général de Burg, autr

Son remplaçant serait le général de Burg, autre-pois gouverneur de Steasbourg, commandant actuel du 2º corps à Stettin, attaché militaire à Paris avant 1870. Il accompagna Bazaine au Mexique et négocia, en 1871, l'evacuation du territoire avec M. de Saint-Vallier, à Nancy.

C'est un des officiers généraux allemands qui connaissent le mieux la France et la laugue fran-çaise. Il appartient, comme le général de Veruy Davernon, à l'école des généraux diplomates.

Les éventreurs de Londres. — Sinistre trou-vaille dans la Tamise Londres, 5 juin. — Hier matin, et presque si-multanement, deux paquets contenant des mor-ceaux d'un corps de femme ont été découverts dans la Tamise, près de Horslydston. Un paquet flottant fut signale à l'attention d'un individu par des enfants qui jouaient sur la rive. Il réussit à le repêcher et fut terrifié, en l'ouvrant, d'y trouver la partie inférieure d'un corps de femme coupé en morceaux. Ces restes, qui paraissait avoir séjourné peu de temps dans Irean, étaient euveloppés dans une jambe de pantalon de femme. Un bateau contenant quelques policemen de la Tamise venant à passer, le paquet leur fut signalé et ils le transportèrent au poste, sur le bord du fleuve.

Pendant qu'on l'examinait là, on apprit qu'un autre paquet, contenant l'autre partie du corps de la femme, avait été trouvé près d'Albert-Bridge. Ces restes étaient aussi enveloppés dans une autre jambe d'un pantalon de femme.

ces restes canella aussi enveloppes a ans une autre jambe d'un pantalon de femme.
L'examen médical montra qu'ils appartenaient tous à un même corps de femme.
Le linge a fourni un renseignement précieux, il était marqué L. E. Fisher.
La police a ouvert immédiatement une enquête d'où il résulte que la victime avait été tuée depuis quarante-huit heures et son corps disséqué par une personne ayant quelque connaissance de l'anatomie.

omie. Elle parait âgée de vingt-cinq ans et venait l'accoucher, ce qui laisse supposer qu'elle avait eut-être dà subir une opération clandestine qui eut avoir conduit l'assassin à l'achever.

Les grandes manœuvres du 8º corps

Bourges, 5 juin .- Les missions militaire

assisteront aux grandes manœuvres du Le 8e corps a, comme on sait, Bourges po Les troupes se concentreront dans le Nivernais ; elles effecturont leurs principales évolutions en pays boisé, dans la zone comprise entre Saint-Benin-Azy, Châtillon-en-Bazois, Saint-Saulge, Cor-bigny, Tannay, Neuffontaines, Varsy, La Charité et Baugy. tre de commandement.

Baugy.

Les ministres de la guerre allemand et italien n'ont pas encore décidé l'envoi de leur mission. Le discours de M. Jules Ferry Paris, 5 juin. — C'est demain jeudi que M. Jules Ferry doit prononcer, à propos du budget de l'instruction publique, le discours que nous avons annoncé.

Les fonds secrets

Paris, 5 juin.— Après le budget de l'Instruction publique viendra celui du ministère de l'intérieur; M. Gaussorgues, député du Gard, doit développer un amendement tendant à la suppression du chapitre des fonds secrets.

AVIS AUX SOCIETES .- Les sociétés qui contient l'impression de leurs affiches, circulaires et réglements à la maison Alfred Reboux, rue Neuve, 17, ont droit à l'insertion gratuite dans les deux éditions du Joiernal de Rondaix.

LES MARCHÉS A TERME BULLETIN DU JOER

5 ipin. ROUBAIX-TOURCOING. - Les cours se soutiennent et progressent même parfois d'une fraction, mais les transactions sont peu importantes; elles se chiffrent par 35,000 kilos dont: Contrat 1: sur juillet 5.000 kil. a 5.85; sur août 5,000 à 5.90; sur septembre, 5.000 à 5.92; 12 et 5,000 à 5.90; sur octobre 5,000 à 5. 5.92 1₁2 et₂"5,000 à 5.90; sur octobre 5,000 à 5.90; ensemble 25,000 kil. Contrat 2 : sur juin 5,000 kil. à 5.65 ; sur juillet 5,000 à 5.67 1₁2; semble 10,000 kil.

ANVERS. - Peu de changement dans les cours : quelques mois sont cependant plus faible et la tendance du marché est calme. On a enregistré: On a enregistré:
Peignés français: 5,000 kil. sur juillet.
Peignés allemands: 5,000 k. sur juillet;
15,000 sur septembre; 25,000 sur octobre;
15,000 sur novembre et 30,000 sur mars.
Total de la journée: 95,000 k.

LE HAVRE. — L'allure du marché est soutenue. Il n'y a pas de changement dans lescours et on n'a enregistré aucune affaire.

BUREAU DES POSTES DE ROUBAIX DÉPART. - MATIN

8 h. 40. — Lille, — Tourcoing. — Département du Nord. — Ligne de Calois. — Angletsrre, — Li-gnes d'Erquelines et Maubeuge. — Belgique. 11 h. 50. — Lille. — Tourcoing. — Lannoy. Wattrelos. — Croix. — Donai. — Départements du Nord et du Pas de Calais. — Ligne de Paris. — Belgique. — Etranger.

3 h. 10. — Lille. — Croix. — Valenciennes.
4 h. — Tourcoing. — Belgique. — Allemagne. —
Autriche. — Russie.
5 h. 40. — Lignes de Maubeuge et d'Erquelines.
— Reims — Lignes de Paris.
— 6 h. 45. — Fourmies. — Avesnes. — Avesnes-surHelpe. — Moubeuge. — Allemagne.
7 h. 50. — Ligne de Paris. — Ligne de Calais. —
Angleterre.

Angleterre.

8 h. 55. — Lille. — Tourcoing. — Lanney.

Wattrelos. — Douai. — Cambrai — Amiens. —
Crsix. — Ligne de Paris. — Ligne de Calais. — Angleterre. — Belgique. — Pays etrangers.